



Guatemala et Philippines : Lutte pour la terre, la base du droit à l'alimentation

À l'occasion de leur Campagne 2019 mettant respectivement à l'honneur leurs partenaires du Guatemala et des Philippines, Broederlijk Delen et Entraide et Fraternité se rejoignent pour mener des interpellations politiques ensemble. Nos deux associations ont décidé de réaliser des actions communes, tant les enjeux rencontrés au Guatemala et aux Philippines se rejoignent sur de nombreux points. Si ceux-ci peuvent sembler éloignés de la réalité belge et européenne, des liens sont pourtant bien présents et les décideurs politiques belges et européens ont eux aussi un rôle à jouer pour améliorer les conditions de vie des populations sur place.

Au Guatemala comme aux Philippines (Mindanao), la répartition inégale des terres donne lieu à une série d'injustices qui ont pour effet de maintenir les communautés paysannes, et particulièrement les populations autochtones, dans la pauvreté. En effet, l'accès à la terre et aux ressources naturelles est essentiel pour garantir le droit à l'alimentation des communautés rurales et leur assurer une vie digne. Cependant, leur accès à la terre est de plus en plus menacé par les grands projets agro-industriels, miniers et énergétiques. Ces projets entraînent également de nombreuses violations des droits humains et des violences contre les défenseurs de ces droits. Au niveau belge, ni le Guatemala, ni les Philippines ne sont des pays partenaires de la coopération gouvernementale au développement. Toutefois, l'influence de la Belgique envers ces pays est possible par le biais de la contribution belge à l'UE et aux agences des Nations Unies et de la Banque mondiale, mais aussi par un meilleur contrôle d'entreprises belges ou européennes opérant dans ces pays.



Photo d'Entraide et Fraternité. Jeune philippin aidant ses parents à préparer la nourriture pour les animaux au sein de leur petite exploitation agroécologique.

Population rurale, pauvreté, agriculture

Le Guatemala et les Philippines, et plus particulièrement les zones rurales de Mindanao, affichent des statistiques de pauvreté préoccupantes. Au Guatemala, 60% de la population vit dans la pauvreté, tandis que ce chiffre s'élève à 21% pour les Philippines. Les populations autochtones sont les plus touchées par cette pauvreté. Elles représentent 40 % du total de la population guatémaltèque et 34% de la population philippine.

Ces deux pays ont une population rurale importante. L'agriculture est cruciale pour le développement social et économique du pays : 77 % de la superficie des terres sont utilisées pour des activités agricoles et forestières au Guatemala, contre 41% aux Philippines.

Soutien du gouvernement au monde rural... et à l'agrobusiness !

Que ce soit aux Philippines ou au Guatemala, le soutien à l'agriculture familiale est loin de représenter une priorité politique. La principale mesure d'appui aux petits exploitants agricoles est de fournir des subventions pour l'achat d'intrants artificiels, des semences transgéniques et du matériel agricole. Ces « aides aux agriculteurs » constituent donc aussi (surtout ?) des aides aux multinationales de l'agrobusiness qui dominent le marché et qui entraînent les communautés paysannes dans un cycle de dépendance envers ces produits coûteux. En effet, l'utilisation d'intrants chimiques suppose souvent une augmentation de la dose utilisée au fil du temps et les semences génétiquement modifiées doivent être rachetées après chaque récolte. Ces dépenses obligent les agriculteurs à s'endetter, sans avoir nécessairement une garantie de revenus suffisants. Plutôt que de soutenir une politique agricole écologique et émancipatrice pour les petits producteurs, les gouvernements philippin et guatémaltèque marquent au contraire leur soutien à une agriculture exportatrice et tournée vers les grands acteurs économiques.

Répartition inégale des terres

En raison d'un héritage colonial, la terre est aujourd'hui répartie principalement entre les mains d'acteurs puissants : élites locales et grandes entreprises. Au Guatemala, 57 % des terres agricoles sont détenues par 2 % des grandes entreprises commerciales agricoles. Or, la grande majorité des exploitations au Guatemala et aux Philippines sont de petite taille avec, en moyenne, une superficie de 0,6 hectare de terre en exploitation au Guatemala, contre 2,2 ha aux Philippines.

Les agriculteurs familiaux sont rarement propriétaires des terres qu'ils cultivent et dépendent donc des propriétaires fonciers pour leur survie. Les femmes sont particulièrement exposées à cette insécurité foncière. Les paysans et paysannes donc cultivent les terres des propriétaires en échange d'un loyer mensuel, ou en leur versant un pourcentage de leurs récoltes, ou encore en fournissant un travail saisonnier sur les parcelles du propriétaire. Cette dépendance des agriculteurs les rend vulnérables si le propriétaire décide de vendre ses terres, ou si celui-ci est maître de décider du type de cultures et du mode de production agricole sur ses terres. Cette inégale répartition des terres agricoles, et les relations de pouvoir qui en découlent, sont une des causes de pauvreté aux Philippines et au Guatemala.

Une redistribution équitable des terres permettrait aux petits exploitants agricoles et aux populations autochtones d'être mieux à même de subvenir à leurs besoins. Aux Philippines, une réforme agraire inaboutie a été menée mais elle s'est surtout concentrée sur la redistribution de terres publiques, et non privées. Le problème est donc toujours présent. Au Guatemala, à l'exception d'une tentative dans les années 1950, le gouvernement n'a jamais procédé à une réforme agraire en profondeur en faveur des petits agriculteurs. Dans ces contextes nourrissant les tensions sociales en milieu rural, il arrive que les communautés paysannes réclamant leur droit foncier et les activistes environnementaux soient criminalisées (cas d'intimidation,

harcèlements, assassinats). En 2017, les Philippines ont été reconnues comme le pays le plus dangereux au monde pour les paysans et activistes militant pour une réforme agraire. Cette situation est d'autant plus préoccupante vu le contexte sécuritaire de « Guerre contre la drogue » menée par le Président Duterte, au cours de laquelle plus de 12 000 exécutions extra-judiciaires ont été rapportées depuis 2016 (parmi lesquelles des femmes et des enfants).

Économies en évolution

Comme de nombreux pays du Sud depuis les années 1990, le Guatemala et les Philippines se sont lancés dans une politique de **libéralisation économique**. Aujourd'hui les deux pays se retrouvent dans la même situation paradoxale d'importer massivement des produits agricoles de base qu'ils produisent et exportent à leur tour, comme le maïs, la farine de blé, le riz et les haricots noirs. Par ailleurs, on constate dans les deux pays une évolution **de l'économie agricole vers une économie de services**. Les chiffres sont très similaires pour les deux pays : la contribution de l'agriculture aux PIB fluctue autour de 10%, mais le secteur agricole occupe environ 30 % de la population. Les services, en revanche, contribuent à hauteur d'environ 60% du PIB.

Exposition aux changements climatiques

Les Philippines et le Guatemala font tous deux partie des 10 pays du monde les plus exposés aux effets du réchauffement climatique. En moyenne, vingt typhons frappent les Philippines chaque année. Des périodes de sécheresse et d'inondations sont également reportées, dont le Guatemala est également victime, entraînant des coulées de boue et des glissements de terrain. En tant qu'activité dépendant directement de la nature, l'agriculture est tributaire des pluies et par conséquent très vulnérable aux changements climatiques. Les paysans doivent faire face à une plus grande imprévisibilité et de plus longues périodes de sécheresse entre les jours de pluie, ce qui a pour effet de bouleverser les saisons culturales.

Menaces de grandes entreprises d'agrobusiness, minières et hydroélectriques

Outre l'agriculture familiale, le Guatemala et les Philippines ont développé une **agriculture industrielle d'exportation**. Le Guatemala exporte principalement du sucre de canne, de l'huile de palme, des bananes et du café. Les Philippines exportent également de l'huile de palme et des bananes, ainsi que des ananas, du caoutchouc, et de la noix de coco. D'immenses plantations, appartenant à des entreprises étrangères ou aux élites nationales, s'approprient toujours plus de larges surfaces cultivables. Les exportations du Guatemala vont principalement vers les États-Unis, El Salvador mais également vers l'Europe (13%), y compris en Belgique, notamment pour certains légumes et le café. Les Philippines exportent avant tout vers les États-Unis et le Japon, mais aussi vers l'Europe où elles bénéficient d'un traitement préférentiel pour faciliter ces importations sans coût tarifaire (système GSP+).

Parallèlement, **le secteur minier** est en pleine expansion, ce qui accentue la pression sur les terres, rend son accès pour les communautés locales encore plus difficile, et fait surgir de nombreux conflits sociaux et environnementaux. Le Guatemala et les Philippines regorgent de ressources telles que l'or et l'argent, le cuivre, le plomb, le zinc, mais aussi le gaz et le pétrole. Ils extraient également du nickel, une matière première stratégique dans le contexte de la transition écologique.

Or, les revenus de l'agriculture sont rarement suffisants pour de nombreuses familles paysannes, alors obligées de travailler en tant que travailleurs saisonniers. De nombreux cas de violations de droits humains internationalement reconnus sont rapportés, comme le droit à l'alimentation et à une nutrition adéquate, et se déroulent souvent dans un contexte d'activités

commerciales : **agro-industrie, mines, projets énergétiques**. Parmi les enjeux sociaux et environnementaux documentés figurent principalement :

- Pollution des ressources en eau entraînant une contamination des sols et des problèmes de santé ;
- Perte d'accès à la terre pour la population locale ;
- Criminalisation de la protestation sociale ;
- Dislocation des communautés (séparation des familles, augmentation de la prostitution, consommation de drogues, violence domestique et conflits) ;
- Conditions de travail illégales (non-respect du salaire minimum, de la sécurité des travailleurs, pas de protection sociale, travail des enfants, exposition aux produits toxiques sans protection adéquate, etc.).

À noter que les femmes sont plus particulièrement exposées aux menaces énoncées ci-dessus. C'est alors non seulement aux entreprises nationales guatémaltèques et philippines, mais aussi aux multinationales qui ont leur siège social à l'étranger mais qui exercent des activités via des filiales locales, d'agir pour respecter les droits humains dans le contexte de leurs activités.

Conclusion

Il est frappant de constater les similitudes qui rapprochent ces pays d'Amérique centrale et d'Asie du Sud-Est. Le modèle économique du Guatemala et des Philippines est tourné vers l'exportation de produits pas ou peu transformés. Le développement de ces pays est dès lors très dépendant de l'environnement économique et financier mondial, de la demande internationale de produits agricoles et des matières premières. Dans ce contexte global, les communautés locales liées aux étapes de production restent trop souvent non protégées contre les violations des droits humains telles que le non-respect de leur droit à une consultation préalable, l'expulsion violente de leurs terres ou la criminalisation de leurs leaders. Quand des violations de ce type ont lieu, les victimes manquent trop souvent d'accès à la justice et aux voies de recours (judiciaires ou non-judiciaires). Il est de notre responsabilité de prendre davantage de mesures afin de limiter les catastrophes environnementales et sociales causées pour produire des biens de consommations pour les pays du Nord, transitant par des entreprises belges ou européennes.



Photo de Broederlijk Delen, paysan guatémaltèque. La pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme au Guatemala trouve leurs racines dans l'inégale répartition des terres agricoles.

Recommandations politiques :

Broederlijk Delen et Entraide et Fraternité adressent les recommandations politiques suivantes concernant les problèmes fonciers au Guatemala et aux Philippines et le rôle que l'Union européenne (UE) et la Belgique peuvent jouer :

1. Respect du droit de participer. *Lorsqu'il est question de l'exploration minière ou de l'exploitation des terres et des ressources naturelles dans l'habitat des communautés autochtones, leur droit internationalement reconnu à une consultation libre, informée et préalable (CLIP) doit être respecté¹. La législation nationale devrait être élaborée en consultation avec les représentants des organisations autochtones. La Belgique et l'UE devraient rappeler aux autorités guatémaltèques leurs obligations en matière de CLIP, notamment dans le cadre de l'accord d'association. Dans le même temps, ils doivent également veiller à ce que les entreprises et les investisseurs européens respectent le principe du CLIP, peu importe où ils opèrent.*

2. Protection des défenseurs des droits humains et soutien à la société civile. *Les représentants de l'UE et des États membres devraient mettre en œuvre les directives de l'UE sur les défenseurs des droits humains. Dans les contextes particuliers du Guatemala et des Philippines, la situation des défenseurs des droits fonciers (autochtones) et de l'environnement mérite une attention particulière. Les liens entre l'UE et les Philippines via l'Accord de partenariat et de coopération (PCA) et le système de préférences généralisées (GSP+) constituent à cet égard un levier d'action de l'UE vis-à-vis des Philippines, ainsi que sur les questions relatives à la protection des droits humains en général, et des femmes en particulier. Les actions concrètes que l'UE et la Belgique peuvent entreprendre sont, par exemple, le maintien de contacts réguliers avec les défenseurs des droits humains et les ambassades sur place et en Belgique, la publication de déclarations publiques sur leur situation, l'organisation de campagnes et de formations et l'observation des affaires judiciaires. L'UE et la Belgique doivent également exprimer activement leur soutien à la société civile, en leur nom ou via le Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU, en particulier dans le contexte politique actuel où l'espace démocratique est de plus en plus réduit.*

3. Des règles contraignantes pour les entreprises. *Afin de prévenir les violations des droits humains dans des secteurs tels que l'agro-industrie, les mines et l'énergie, et de garantir la justice aux victimes de violations, des règles juridiquement contraignantes sont nécessaires au niveau international. La Belgique et l'UE doivent donc participer de manière constructive aux négociations sur le Traité contraignant des Nations unies sur les entreprises et les droits humains. Les entreprises européennes et institutions financières internationales qui opèrent dans un pays tiers doivent faire preuve de devoir de vigilance. D'autres initiatives réglementaires peuvent également être prises au niveau belge et européen, comme le montre l'exemple de la législation nationale sur le "devoir de vigilance" des entreprises en France. Par ailleurs, en Suisse, les citoyens voteront en 2020 sur une loi similaire pour améliorer l'accès à la justice, tandis que des initiatives législatives sont également en cours au Royaume-Uni, en Autriche, en Finlande, aux Pays-Bas et en Allemagne. La Belgique peut donc s'inspirer de ce qui se passe dans le reste de l'Europe.*

4. Réalisation du droit à l'alimentation. *La Belgique et l'UE doivent rappeler au gouvernement guatémaltèque et philippin leurs obligations en matière de réalisation du droit à l'alimentation. L'importance d'une répartition plus équitable des terres ne doit pas être ignorée dans le dialogue avec les autorités.*

¹ Conformément à la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration des droits de l'ONU des peuples autochtones.